

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES
ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rennes, le 12 décembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

publié sur 

TOTAL RAFFINAGE FRANCE

12 rue de la Croix Rouge
35770 Vern-sur-Seiche

Références : UD35/2025-470

Code AIOT : 0005501563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement TOTAL RAFFINAGE FRANCE implanté 12 rue de la Croix Rouge BP 37 35770 Vern-sur-Seiche.

L'inspection du 20 novembre s'est déroulée dans le cadre des opérations en cours de préparation au changement d'émulseur anti-incendie. Plus précisément, cette visite avait pour objectif de contrôler le bon respect des échéances réglementaires européennes en matière d'interdiction d'utilisation de mousses anti-incendie contenant des PFAS, la bonne application des procédures de l'exploitant en matière de gestion du changement et la bonne mise en œuvre des mesures compensatoires permettant de palier à l'indisponibilité temporaire des installations concourant à la défense contre l'incendie du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL RAFFINAGE FRANCE
- 12 rue de la Croix Rouge BP 37 35770 Vern-sur-Seiche
- Code AIOT : 0005501563 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : Non IED

Le dépôt pétrolier est situé sur la commune de Vern-sur-Seiche, en Ille-et-Vilaine (35), au 12 rue de la Croix Rouge. Il se situe à 700 m au Nord du centre-ville de Vern-sur-Seiche et au Sud-Est de l'agglomération de Rennes.

Les installations du site de Vern-sur-Seiche sont composées :

- D'un terminal d'arrivée de la canalisation de transport Donges-Vern : celle-ci achemine les hydrocarbures liquides de la plateforme de Donges jusqu'au dépôt de Vern-sur-Seiche,
- Des stockages aériens d'hydrocarbures liquides : gazole, essence et fioul, classés sous la rubrique 4734.2,
- Des stockages aériens d'EMAG (Ester méthylique d'acide gras), biocarburant incorporé au gazole,
- Des stockages enterrés et aériens d'additifs pétroliers, et d'une cuve aérienne de colorant, et des stockages enterrés d'éthanol : l'ensemble des éthanol et additifs sont classés sous la rubrique 4331,
- Une installation de chargement de camions-citernes (2 ilots dôme et 6 ilots source),
- Une unité de récupération des vapeurs (URV),
- Des installations auxiliaires.

Thèmes de l'inspection : AN25 PFAS mousses

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);

- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
5	Gestion des modifications – SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.4	Demande de justificatif à l'exploitant	7 Jours
6	Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité de la DCI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	7 Jours
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Demande de justificatif à l'exploitant	7 Jours
8	Équipements et moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
9	Opération de recherche et de constatation des infractions	Code de l'environnement du 24/07/2019, article L172-11	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du PFOS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	
2	Interdiction du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant	

		les polluants organiques persistants	
3	Interdiction du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	
4	Interdiction des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspection note que les échéances relatives à l'interdiction d'utilisation des mousses anti-incendie contenant certains PFAS sont respectées. Par ailleurs, l'inspection considère que les mesures compensatoires mises en œuvre par l'exploitant pour pallier l'indisponibilité d'une partie des installations de défense contre l'incendie semblent être suffisamment robustes et dimensionnées, sous réserve toutefois de la transmission de l'ensemble des pièces justificatives demandées. L'exploitant apportera également les justificatifs nécessaires pour démontrer la bonne application de ses procédures en matière de gestion du changement et de prise en compte de l'impact des modifications opérées. Enfin un état des lieux de l'état du réseau incendie, eau et émulseur, est attendu.

Par ailleurs, au regard des difficultés rencontrées par l'inspection pour obtenir les documents demandés, l'inspection demande à l'exploitant qu'il ajuste son organisation afin d'assurer le respect des dispositions législatives en la matière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	
Thème(s) : Actions nationales 2025 PFAS dans les mousses anti-incendie	
Prescription contrôlée : Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFOS est inscrit à l'annexe I.] Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II. Annexe I 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.	
Constats : Le dépôt pétrolier TOTAL de Vern sur Seiche utilisait jusqu'à présent l'émulseur Polyfluidol SFPM 5 % de marque Eau et Feu. Le bordereau d'analyse de cet émulseur établi le 21/03/2024 et transmis à l'inspection fait état de l'absence de composés de type PFOS.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 2 : Interdiction du PFHxS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025 PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

Constats :

Le dépôt pétrolier TOTAL de Vern sur Seiche utilisait jusqu'à présent l'émulseur Polyfluidol SFPM 5 % de marque Eau et Feu. Le bordereau d'analyse de cet émulseur établi le 21/03/2024 et transmis à l'inspection fait état de la présence de composés de type PFHxS en quantité égale à 0,025 mg/l soit en quantité inférieure à la limite de 0,1 mg/kg au regard de la densité de l'émulseur légèrement supérieure à 1.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Interdiction du PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025 PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

Le dépôt pétrolier TOTAL de Vern sur Seiche utilisait jusqu'à présent l'émulseur Polyfluidol SFPM 5 % de marque Eau et Feu. Le bordereau d'analyse de cet émulseur établi le 21/03/2024 et transmis à l'inspection fait état de la présence de composés de type PFOA en quantité égale à 0,32 mg/l soit en quantité supérieure au seuil des 0,025 mg/kg au regard de la densité de l'émulseur légèrement supérieur à 1.

Ainsi, l'exploitant est bien soumis au respect de l'échéance du 03/12/2025 relative à l'interdiction d'utiliser cet émulseur. Dans le cadre des travaux déjà initiés par l'exploitant de remplacement cet émulseur (voir constats suivants), celui-ci n'est plus utilisé depuis la mise hors service partielle des installations de défense contre l'incendie, à savoir le 12/11/2025.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Interdiction des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

Thème(s) : Actions nationales 2025 PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; - les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021.

Constats :

Le dépôt pétrolier TOTAL de Vern sur Seiche utilisait jusqu'à présent l'émulseur Polyfluidol SFPM 5 % de marque Eau et feu. Le bordereau d'analyse cet émulseur établi le 21/03/2024 et transmis à l'inspection fait état de la présence de composés de type PFCA C9-C14 en quantité inférieure à 0,025 mg/l soit en quantité inférieure au seuil de 25 ppm.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.4

Thème(s) : Risques accidentels PFAS LI – vérification compatibilité nouvel émulseur

Prescription contrôlée :

4. Conception et gestion des modifications

Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.

Constats :

Afin de se conformer aux échéances d'interdiction d'utilisation de mousse anti-incendie contenant des composés de type PFAS (voir constats précédents), l'exploitant a initié des travaux depuis le 12/11/2025 consistant :

- au remplacement de 10 proportionneurs (équipement permettant de doser la concentration d'émulseur dans son mélange avec l'eau) sur les 17 présents sur le dépôt, ceux-ci ne pouvant obtenir la garantie de compatibilité avec le nouvel émulseur de la part de leur fabricant (AI Group et Total Walther),
- à la maintenance et le réglage des 7 proportionneurs conservés,
- à la mise en place d'un système de stockage et de dosage d'émulseur spécifique pour la défense contre l'incendie associée au stockage d'éthanol,
- au nettoyage de l'ensemble des réseaux d'émulseur afin d'accueillir le nouveau produit sans le contaminer,
- à la modification de certaines plaques d'orifice et au retrait de certaines restrictions de moyens d'application, notamment au niveau des déversoirs, afin d'augmenter les sections de passage et ainsi le débit délivré et ainsi assurer sa conformité vis à vis des taux d'application minimaux réglementaires à respecter,
- au choix et à la mise en place d'une nouvelle référence d'émulseur sans fluor et sans PFAS.

Ces modifications sont susceptibles de conduire à des modifications des paramètres hydrauliques pouvant in fine générer un impact sur la performance attendue du système de défense contre l'incendie permettant de maîtriser les scénarios accidentels identifiés par l'exploitant au sein de son étude de dangers et de son plan de défense contre l'incendie.

Ainsi, l'inspection s'est intéressée, au cours de son contrôle, aux dispositions organisationnelles prévues au sein de son système de gestion de la sécurité en matière de gestion du changement et d'analyse de l'impact des modifications projetées sur le niveau de maîtrise du risque accidentel. L'exploitant a alors précisé à l'inspection que cette modification était réalisée dans le cadre du respect de la procédure générale référencée DGS-PJT-ORG-PG-000010 « Élaboration et acceptation d'un projet d'investissement ».

Cette procédure décrit les différentes phases d'un projet et précise les attendus pour chacune d'entre elles en indiquant notamment les différents niveaux de validation requis. Ces étapes sont formalisées au travers de « fiches de suivi d'études » (FSE) devant être associées à d'autres documents, notamment en matière d'analyse des risques. L'inspection a ainsi souhaité consulter ces FSE, afin de s'assurer du bon respect de l'ensemble des chaînes de validation mais également de la bonne réalisation des analyses de risques prévues aux étapes « étude concept » (revue préliminaire des risques présente à l'annexe 4 de la procédure) et « feed gate » (fiche de revue des risques industriels présente à l'annexe 5 de la procédure). Les documents transmis par l'exploitant sont des supports de présentation de réunions qui ne répondent

pas aux demandes de l'inspection en matière de respect de chaîne de validation et d'analyse des risques.

L'exploitant a par ailleurs précisé à l'inspection :

- qu'une étude d'adéquation du nouvel émulseur au réseau hydraulique a été réalisée. Cette étude, réalisée par la société EKIUM a été transmise à l'inspection. Celle-ci étudie la possibilité de remplacement de l'émulseur par 2 références et conclut la pertinence de retenir préférentiellement une référence en particulier, celle-ci nécessitant moins d'adaptation à mettre en œuvre et moins d'incertitude vis à vis du risque de cisaillement. Par ailleurs, l'utilisation de la référence retenue permettrait de limiter l'utilisation simultanée de plusieurs groupes motopompe et ainsi permettre de conserver un groupe en secours de l'autre ainsi qu'une sollicitation moindre des réseaux,
- que la nouvelle référence d'émulseur est compatible avec les proportionneurs. L'inspection a souhaité consulter l'attestation écrite du fabricant confirmant cette compatibilité. L'exploitant a transmis ainsi une attestation de la société EAU et FEU confirmant cette compatibilité et datée du 27/11/2025 soit après la date de la visite d'inspection,
- que la nouvelle installation fera l'objet d'essais de mise en service consistant à la mise en œuvre de certains contrôles par sondage comme le prélèvement du prémélange en sortie de certains moyens d'application et les mesures de débits et de vitesses par des techniques ultrasons notamment au niveau de certaines cuvettes faisant l'objet de modifications visant à augmenter les débits délivrés.

L'inspection note que l'exploitant ne prévoit pas de contrôle de bon foisonnement de la mousse et n'apporte pas d'élément de justification particulier sur le sujet de la bonne adéquation entre le nouvel émulseur et les moyens d'application type déversoir, couronnes ou boîte à mousse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection :

- tout élément permettant de justifier le respect des procédures de son SGS en matière de gestion du changement. Il transmettra notamment les FSE établies et les documents associés permettant de justifier le respect de la chaîne de validation et la bonne réalisation des analyses de risques prévues par cette procédure. Par ailleurs, l'exploitant transmettra à l'inspection la procédure référencée DGS-PJT-ORG-PG-000002 « Ingénierie et gestion des modifications »,
- le détail de l'ensemble des impacts identifiés associés à l'utilisation de la nouvelle référence d'émulseur en matière de gestion de la MMR « DCI » et du POI (gestion des démarrages simultanés des groupes motopompes notamment),
- la liste exhaustive et précise de l'ensemble des contrôles réalisés dans le cadre de la réception et validation des modifications,
- les éléments permettant de justifier la compatibilité entre la nouvelle référence d'émulseur et les moyens d'application.

Par ailleurs, concernant les opérations effectuées visant à augmenter les débits délivrés au niveau de certaines cuvettes, l'exploitant intégrera les nouvelles données de débits au sein de son plan de défense incendie afin notamment de justifier le bon respect des taux d'application réglementaires. Cette mise à jour et ce contrôle du respect des débits seront réalisés dans les délais les plus brefs possibles.

Le nouveau POI et plan de défense incendie seront transmis à l'inspection dès leurs mises à jour.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais :	7 Jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels PFAS LI – Mesures compensatoires DCI

Prescription contrôlée :

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Dans le cadre des travaux de remplacement de l'émulseur, l'exploitant sera amené, notamment pour assurer la mise en œuvre des opérations de remplacement de certains proportionneurs et de nettoyage des tuyauteries et équipements du réseau d'émulseur, à mettre hors service, de manière partielle et temporaire, son installation de défense contre l'incendie.

Plus précisément, l'exploitant ne disposera plus de l'ensemble de son système d'extinction par mousse permettant d'assurer la maîtrise des différents scénarios, et ce pendant toute la durée des travaux. L'exploitant a ainsi défini des mesures compensatoires comprenant :

- la délocalisation sur le dépôt pendant la durée des travaux d'un camion très grande puissance (TGP) équipé d'un canon mousse de 18 000 l/min de la raffinerie de Donges (TGP1) avec une capacité de 12 m3 d'émulseur 1%,
- une remorque de 16 m3 d'émulseur 1%,
- la délocalisation sur le dépôt d'une équipe de 2 pompiers du service sécurité de la raffinerie de Donges. Pendant les heures non ouvrées, cette équipe est logée dans un hôtel à moins de 20 minutes du site.

Sur cette base, l'exploitant a ainsi défini une nouvelle stratégie de lutte contre l'incendie consistant :

- en une extinction directe pour les scénarios dont le débit d'extinction nécessaire peut être assuré par le TGP1,
- pour les scénarios dont le débit d'extinction nécessaire ne pourrait pas être assuré par le TGP1, en la mise en œuvre d'un tapis de mousse à débit plus réduit consistant en une phase de temporisation, en attendant l'arrivée d'un 2ème camion très grande puissance pouvant assurer un débit maximal de 14 000 l/min supplémentaire,
- à la conservation de la disponibilité des moyens en eau permettant d'assurer la protection et le refroidissement des installations soumises à des effets thermiques importants,
- à la sollicitation du SDIS, en cas de déclenchement du POI, pour l'acheminement d'un « camion dévidoirs » permettant d'optimiser les opérations de lignage, notamment en cas de besoin du camion TGP2.

Concernant le respect des délais d'intervention réglementaires, l'inspection note que l'organisation mise en place par l'exploitant permet a priori de respecter :

- la durée de 30 minutes pour l'arrivée d'une personne compétente,
- la durée de 60 minutes pour la mise en œuvre des premiers moyens mobiles,
- la durée de 3 heures pour l'extinction de l'ensemble des scénarios (la durée d'acheminement majorante

du TGP2 depuis la raffinerie de Donges est de 2h assortie d'une durée de mise en place de 15 minutes)

Concernant la documentation opérationnelle d'urgence, la nouvelle stratégie est portée par l'application de nouvelles fiches reflexes à destination du personnel du quart et de journée, du gardien en heure non ouvrables ainsi que des équipiers d'intervention. L'inspection a ainsi pu contrôler le contenu de ces fiches et les documents traçants la bonne communication de celles-ci aux équipes concernées.

Suite à l'examen de ces fiches, l'inspection note toutefois que :

- au sein de l'ensemble des fiches et notamment de la fiche reflexe A « appel SDIS 35 », il n'est nulle part fait mention de la nécessité de rappeler au SDIS lors des communications le besoin d'acheminement du camion dévidoir alors que celui-ci est prévu dans la stratégie de l'exploitant,
- que la numérotation des fiches est erronée par rapport à celle présentée dans le sommaire, cela pouvant prêter à confusion, notamment en situation en crise.

Concernant la stratégie de l'exploitant relative à la mise en œuvre de l'extinction, celui-ci a évalué le risque de débordement d'une sous-cuvette à une autre adjacente à partir de certaines hypothèses de débits de fuite et de durée nécessaire au démarrage des opérations d'extinction. En fonction des volumes calculés et des débordements identifiés, l'exploitant détermine ainsi la surface en feu et statue sur la suffisance ou non du camion TGP1 pour assurer l'atteinte du taux d'application réglementaire. Dans la négative, une phase de temporisation est mise en œuvre en attendant l'arrivée du camion TGP2. Après examen des différents calculs, l'inspection note :

- que le détail de calcul des volumes de fuite n'est pas justifié. L'inspection a alors demandé la transmission des abaques permettant d'effectuer le calcul de volume de la fuite en fonction de la section de fuite et du débit calculé en fonction du niveau de produit présent dans le réservoir. Toutefois, ces abaques ne permettent pas de justifier entièrement les calculs réalisés car certains facteurs ou hypothèses sont manquants.
- que la surface en feu calculée semble erronée pour plusieurs cuvettes, celle-ci ne prenant pas en compte la géométrie évasée des bords de cuvettes, les surfaces retenues semblant ainsi sous dimensionnées,
- que le résultat du calcul visant à évaluer le risque de débordement de cuvette est erroné, des chiffres semblant avoir été intervertis.

Enfin, les mesures compensatoires reposant principalement sur l'utilisation du camion TGP1, l'inspection s'est intéressée aux conditions de maintenance de celui-ci ainsi qu'aux contrôles périodiques de la qualité de l'émulseur contenu dans celui-ci ainsi que dans le camion remorque. Ainsi, l'exploitant a précisé que celui-ci fait l'objet d'une révision annuelle par la société SIDES pour la partie incendie et d'une maintenance annuelle pour la partie mécanique par le constructeur Mercedes. L'inspection a alors demandé à avoir les derniers rapports de maintenance. Ainsi :

- pour la partie incendie, l'exploitant a transmis à l'inspection un simple courrier de la société SIDES faisant état de la bonne réalisation de la maintenance préventive sans fournir le rapport demandé par l'inspection,
- pour la partie mécanique, l'exploitant n'a pas transmis le rapport de la société Mercedes,
- concernant l'émulseur, l'exploitant n'a pas transmis le bordereau d'analyse physico-chimique de l'émulseur (solberg versagard 1/3).


A noter que durant la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection sa pratique de contrôle quotidien du camion consistant en une vérification de la bonne présence du matériel, au démarrage du camion et de la réalisation d'un tour du site, ainsi qu'au contrôle du bon niveau d'émulseur. L'inspection a ainsi pu constater la bonne présence du matériel ainsi qu'une quantité d'émulseur adaptée à la stratégie de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :


L'exploitant transmettra à l'inspection l'ensemble des éléments permettant de confirmer la bonne prise en compte des constats précédents de l'inspection. Il transmettra notamment :

- les nouvelles fiches reflexes mise à jour,
- les calculs mis à jour pour l'évaluation des risques de débordement et de calcul des surfaces en feu,
- la justification précise des volumes de fuite pour la cuvette n°5 en précisant de manière détaillée le calcul effectué,
- le rapport établi par la société SIDES pour la dernière maintenance annuelle du camion TGP1,
- le rapport établi par la société Mercedes pour la dernière maintenance annuelle du camion TGP1,
- le dernier rapport de contrôle physico-chimique (et test sur feu le cas échéant) de l'émulseur contenu dans le TGP1 et la remorque de 16 m³.


Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 7 Jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	
Thème(s) : Risques accidentels PFAS LI – formation mesures compensatoires	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; -la tenue à jour des procédures ; -le test des procédures incident/ accident ; -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées.</p>	
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite, l'inspection a souhaité contrôler le plan de formation d'un des équipiers pompiers présent ce jour-là. Ainsi l'exploitant a présenté à l'inspection la fiche récapitulative des formations suivies par l'agent. Néanmoins, celle-ci ne permet pas d'identifier précisément les formations réalisées ainsi que la bonne conformité de la situation de l'agent vis à vis du plan de formation prescrit.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant apportera les précisions nécessaires relatives aux formations réalisées et notamment celles relatives à la connaissance du fonctionnement du camion TGP1 et précisera l'état de conformité de sa situation vis à vis du plan de formation prescrit.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais :	7 Jours

N° 8 : Équipements et moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68		
Thème(s) : Risques accidentels PFAS LI – état des moyens de lutte contre l'incendie		
Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.		
Constats : L'étude d'adéquation du nouvel émulseur vis-à-vis des installations hydrauliques, établie par la société EKIM en décembre 2024, fait état de la présence de « réseaux qui sont en mauvais état ».		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra un état des lieux précis et basé sur des techniques de contrôles visuels et non destructifs, de ses réseaux incendie, eau et émulseur.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais :	2	Mois

N° 9 : Opération de recherche et de constatation des infractions

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/07/2019, article L172-11		
Thème(s) : Autre Opération de recherche et de constatation des infractions		
Prescription contrôlée : Les fonctionnaires et agents mentionnés à l'article L. 172-4 peuvent demander la communication, prendre copie ou procéder à la saisie des documents de toute nature qui sont relatifs à l'objet du contrôle, quel que soit leur support et en quelques mains qu'ils se trouvent, et qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission sans que puisse leur être opposée, sans motif légitime, l'obligation de secret professionnel. Lorsque les documents sont sous une forme informatisée, ils ont accès aux logiciels et aux données ; ils peuvent en demander la transcription, sur place et immédiatement, par tout traitement approprié dans des documents directement utilisables pour les besoins du contrôle.		
Constats : Le jour de la visite, la majorité des documents demandés par l'inspection n'a pas pu être présentée par l'exploitant, notamment en raison de l'impossibilité d'accès à son système documentaire. L'exploitant a également précisé des difficultés d'organisation alors même que la visite a été annoncée 2 semaines au préalable et que la date n'a pas été imposée. La majorité des documents ont été transmis 1 semaine après la visite, notamment l'attestation de la société EAU et FEU statuant sur la compatibilité des proportionneurs laissés en place et qui semble avoir été établie après l'inspection. Au-delà de pouvoir constituer une infraction pénalement répréhensible, l'absence de transmission des documents existants demandés par l'inspection le jour de la visite ne permet pas de dérouler le processus habituel de contrôle consistant notamment en un échange, entre l'inspection et l'exploitant, sur le contenu de ceux-ci et ainsi assurer une compréhension optimale et une fluidité des échanges, a fortiori dans le cas comme celui-ci où l'objet de l'inspection est un chantier temporaire.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Si l'inspection peut demander à l'exploitant de préparer des documents en amont d'une inspection, l'exploitant doit mettre en œuvre l'organisation qui s'impose afin de respecter l'obligation de transmission des documents existants demandés par l'inspection le jour de la visite.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 2 Mois		